

SOCIÉTÉ

societe.union@sonapresse.com

Enseignement supérieur : début imminent de la réhabilitation des universités et grandes Écoles

G.R.M
Libreville/Gabon

LA réhabilitation des universités et grandes Écoles du Gabon est une question de jours. À en

croire Aimé Tonda, conseiller technique du ministre en charge de l'Enseignement supérieur, " le gouvernement a d'ores et déjà sélectionné des entreprises pour cette opération". Elles ont été sélectionnées en tenant compte de la situation

d'exception et d'urgence, mais aussi d'un certain nombre de priorités définies par les plus hautes autorités. Et également sur la base de la manifestation d'intérêt de l'ensemble des cabinets d'architectes et sociétés de travaux qui ont manifesté leur volonté d'accompagner le Comité pour la transition et la restauration des institutions (CTRI) dans son vaste projet d'augmenter la capacité d'accueil dans les différents établissements.

Leur tâche principale sera de construire de nouveaux blocs pédagogiques dans l'ensemble des universités et autres grandes Écoles placées sous la tutelle du ministère de l'Enseignement supérieur, aussi bien à Libreville (UOB et USS) qu'à Franceville où les travaux de réhabilitation ont déjà commencé à l'Université des sciences et techniques de Masuku (USTM). Alors que la rentrée académique est annoncée



Photo: Scott Nkakila

Chacune des trois universités a bénéficié d'une enveloppe de 3 milliards de francs pour leur rénovation.

pour le 8 janvier prochain. Les cours ayant déjà démarré dans les autres universités et grandes Écoles gabonaises.

Les travaux à venir seront réalisés dans le cadre du financement de 13 milliards de francs décaissé sur décision du général Brice Clotaire Oligui Nguema, président de la Transition. " Dans le partage, une enveloppe de 3 milliards de FCFA a été octroyée pour

chacune des grandes universités (UOB, USS, USTM) et les 4 milliards de FCFA restants ont été répartis entre les grandes Écoles ", détaille Aimé Tonda.

Selon une autre source proche du dossier, les entreprises adjudicataires seraient maintenant en attente de la première tranche de règlement (soit 50 %) par l'État. Celle-ci devrait intervenir incessamment pour un démarrage des travaux.

Ordre des avocats : Me Raymond Obame Sima de nouveau bâtonnier

ENA
Libreville/Gabon

L'ASSEMBLÉE générale de l'Ordre des avocats tenue hier, a débouché sur l'élection de Me Raymond Obame Sima comme nouveau Bâtonnier du Gabon. L'on se rappelle qu'en avril 2023, son élection avait été invalidée par le Conseil d'État suite à la saisine d'un groupe d'avocats contestant certaines formes du scrutin. Ouvrant ainsi une crise au sein de cette entité judiciaire qui avait été dépourvue de ses organes fonctionnels. Le

Conseil d'État avait alors décidé l'organisation d'une assemblée générale afin de pourvoir le Conseil de l'Ordre des avocats d'une nouvelle direction. Nous y reviendrons.

Cette élection du bâtonnier est considérée comme un coup d'État contre la profession d'avocat par Me Jean Paul Moubembé, qui annonce une action auprès du Comité pour la Transition et la Restauration des Institutions (CTRI), mais aussi du Conseil d'État où le dossier est pendant.

Nous y reviendrons

Prison centrale de Libreville : des kits aux pensionnaires féminines

CNB
Libreville/Gabon

ELLES aussi ont le droit, en cette période de fêtes de fin d'année, de bénéficier de gestes de générosité, en dépit du fait qu'elles se trouvent dans une situation de privation de liberté. Elles, ce sont les femmes pensionnaires de la prison de Gros-Bouquet qui ont reçu un important lot de produits de la part du ministre de la Justice, garde des Sceaux, Paul-Marie Gondjout.

Ce lot composé de kits d'accouchement, de toilettes et autres alimentaires a été remis aux bénéficiaires par Willy Ontsia, directeur de cabinet du ministre de la Justice à la faveur d'une cérémonie à laquelle prenaient part les responsables de la maison d'arrêt de Gros-Bouquet, communément appelé "Sans-Famille". Ce geste, a rappelé le donateur, est



Photo: CNB

Une vue des kits offerts aux détenues de la prison de Gros-Bouquet par le ministre de la Justice.

la manifestation de la volonté des autorités de la Transition, d'améliorer "les conditions de détention, la matérialisation du programme d'insertion et de réinsertion des détenus et le respect des droits humains". Il s'agit notamment de montrer, au passage, que le milieu carcéral n'est pas une fatalité. Étant donné que "vous avez été pour certains en conflit avec la loi. Et c'est ce qui peut justifier votre

présence à la maison d'arrêt pour femmes de la Prison centrale de Libreville où vos droits sont respectés, conformément aux conventions internationales auxquelles le Gabon a souscrit", a souligné au passage Willy Ontsia.

Avant d'ajouter qu'au Gabon les détenus jouissent pleinement de leurs droits. Et les "plus hautes autorités veillent au strict respect de ceux-ci."

Le clin d'œil de Lybek

